

### 7. Aides en faveur de l'équipement des ports de pêche

- 7.1. Attestation de non-impact négatif sur l'environnement ou, si la réglementation l'exige, étude d'impact sur l'environnement.
- 7.2. Attestation bancaire du plan de financement et d'octroi des prêts.
- 7.3. Justificatif de la durée d'amortissement.

### 8. Aides à la transformation et à la première commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture

- 8.1. Attestation de non-impact négatif sur l'environnement ou, si la réglementation l'exige, étude d'impact sur l'environnement.
- 8.2. Attestation bancaire du plan de financement et d'octroi des prêts.

### 9. Aides au renouvellement et à la modernisation de la flotte de pêche

- 9.1. Titre de formation professionnelle du promoteur.
- 9.2. Attestation bancaire du plan de financement et d'octroi des prêts.

### Arrêté du 28 août 2000 fixant le nombre d'emplois offerts au titre de l'année 2000 aux recrutements exceptionnels d'accès au corps d'adjoints administratifs de l'Office national interprofessionnel des céréales

NOR : AGRA0001690A

Par arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, du ministre de l'agriculture et de la pêche et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat en date du 28 août 2000, les emplois offerts au titre de l'année 2000 aux recrutements exceptionnels dans le corps d'adjoints administratifs de l'Office national interprofessionnel des céréales, organisés en application du décret n° 2000-340 du 17 avril 2000, sont fixés à 8, répartis comme suit :

- 6 par concours ;
- 2 par voie d'inscription sur liste d'aptitude.

*Nota.* – Tous renseignements peuvent être obtenus auprès de l'Office national interprofessionnel des céréales (service administratif), 21, avenue Bosquet, 75341 Paris Cedex 07 (téléphone : 01-44-18-22-55).

## MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

### Décret n° 2000-857 du 29 août 2000 modifiant le décret n° 94-157 du 16 février 1994 relatif à la pêche des poissons appartenant aux espèces vivant alternativement dans les eaux douces et dans les eaux salées

NOR : ATEE0080006D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche et de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le code rural, notamment son article L. 236-11 ;

Vu le code pénal, notamment son article R. 610-1 ;

Vu le décret n° 94-157 du 16 février 1994 relatif à la pêche des poissons appartenant aux espèces vivant alternativement dans les eaux douces et dans les eaux salées ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la pêche en date du 22 avril 1999 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 10 décembre 1999 ;

Vu l'avis du comité national des pêches maritimes et des élevages marins en date du 9 mars 2000 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – L'article 22 du décret du 16 février 1994 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 22. – Toute personne qui est en action de pêche du saumon atlantique dans les eaux mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret doit détenir une marque d'identification non utilisée et son carnet nominatif de pêche.

« Dès la capture d'un saumon, et avant de le transporter, elle doit fixer sur le poisson une marque d'identification et remplir les rubriques de son carnet nominatif.

« Les pêcheurs amateurs doivent, pour chaque capture, adresser une déclaration de capture au Conseil supérieur de la pêche. Les pêcheurs professionnels en eau douce doivent adresser chaque mois le relevé des captures qu'ils ont réalisées au même conseil.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la pêche en eau douce et du ministre chargé de la pêche maritime. »

**Art. 2.** – L'article 24 du décret du 16 février 1994 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 24. – Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3<sup>e</sup> classe :

« 1. Le fait, en amont de la limite de salure des eaux, de ne pas relâcher immédiatement après leur capture, des poissons migrateurs qui n'ont pas les dimensions minimales prévues par l'article 19 du présent décret ;

« 2. Le fait de ne pas observer l'une des prescriptions fixées au premier alinéa de l'article 22 du présent décret. »

**Art. 3.** – L'article 25 du décret du 16 février 1994 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 25. – Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5<sup>e</sup> classe :

« 1. Le fait de pratiquer la pêche des poissons migrateurs en amont de la limite de salure des eaux pendant les périodes d'interdiction fixées en application des articles 12 à 15, 17 et 20 du présent décret ;

« 2. Le fait de ne pas observer l'une des prescriptions fixées aux deuxième et troisième alinéas de l'article 22 du présent décret.

« En cas de récidive, la peine d'amende prévue pour la récidive de la contravention de 5<sup>e</sup> classe est applicable. »

**Art. 4.** – Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'agriculture et de la pêche et la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 août 2000.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'aménagement du territoire  
et de l'environnement,*

DOMINIQUE VOYNET

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

ÉLISABETH GUIGOU

*Le ministre de l'agriculture et de la pêche,*

JEAN GLAVANY